



Les sections CGT Finances 44

L'esprit de conquête

COMPTE RENDU DU CDAS conseil départemental d'action sociale du 28 novembre 2013

Cette réunion du CDAS s'est tenue tardivement du fait du renouvellement du délégué.

La nouvelle présidente s'est présentée. Il s'agit de Mme Roger, DRH de la DRFIP.

La délégation a vu également l'arrivée de la nouvelle correspondante Chorus, Mme Issanjou-Perrot. Son rôle et son positionnement devront être précisés. En effet, alors que le délégué est élu par vos représentants syndicaux, la correspondante Chorus est une administrative désignée par Bercy.

Les représentants CGT veilleront à ce qu'elle reste dans ses prérogatives techniques (exécution budgétaire de la dépense) sans empiéter sur le rôle social de la délégation.

I – Restauration

Situation nationale :

Le montant maximal moyen d'un repas payé par les convives est de 5,47 € en moyenne, avec une subvention de 1,20 € en 2013.

Pour 2014, le montant maximal passera en moyenne à 5,60 € et la subvention interministérielle à 1,21 € pour les indices inférieurs à 466.

La CGT a souligné l'incohérence du gouvernement qui augmente le prix des repas payés par les agents tout en refusant toute augmentation de la rémunération de ces mêmes agents ! Elle réaffirme son attachement à une restauration collective de qualité et de proximité pour tous : un plat, deux périphériques.

Un panorama complet de la restauration dans le département a été réalisé.

Quelques points :

- **Hôtel des Finances d'Ancenis.** Le prestataire précédent a dénoncé la convention, qu'il n'estimait plus assez rentable. Une convention provisoire a été signée avec un restaurant située à un peu plus d'un kilomètre. Toutefois, les agents conservent la possibilité de se restaurer sur place, en s'organisant pour nettoyer la salle.
- **Relations avec l'AGRIMA (association de gestion des restaurants de l'INSEE et de Nantes Lotz-Cossé).** Lors de son assemblée générale, l'association a exigé de la part de la DGFIP la signature avant le 1^{er} janvier prochain d'une convention permettant le versement d'une subvention équivalente à celle de l'INSEE. Faute de quoi, le restaurant de Lotz-Cossé fermera ses portes. Mme Roger a affirmé qu'un accord de principe avait été accordé par la DGFIP pour abonder la subvention à la hauteur demandée, du moins pour 2014. Des interrogations subsistent sur la pérennité du restaurant, notamment du fait du départ prévu sur 2014 des informaticiens. Perdant la moitié de ses convives, le restaurant ne sera plus viable.

- **Restaurant du service des retraites de l'Etat (SRE)** : le restaurant a changé de prestataire : Eurest succédant à la Sodexo. Le président de l'association de gestion du restaurant a indiqué qu'à cette occasion, la renégociation du contrat entraînait la reprise des effectifs et une amélioration des prestations servies aux usagers.
- **Restauration sur Saint-Nazaire** : il n'existe aucun restaurant administratif pour les agents des Finances de Saint-Nazaire ! La CGT a réitéré la demande de création d'un restaurant conventionné.

De manière générale, le coût moyen pour l'administration d'un repas dans un restaurant administratif est de 2 €. Dans un restaurant privé conventionné, il est de 4 à 5 €. Pour un service souvent moins satisfaisant.

On voit l'intérêt de la restauration collective revendiquée par la CGT.

II – réorganisation des missions

⇒ réorganisation des délégations

Les effectifs des délégations départementales fondent : au 31 décembre 2013, 31 délégations fonctionneront sans assistant de délégation. C'est presque deux fois plus que l'an dernier.

En conséquence, de plus en plus de missions sont transférées des délégations vers l'échelon national.

C'est le cas par exemple des suivis des inscriptions en colonies de vacances (via l'EPAF), mais aussi de la gestion des transports.

La délégation a regretté cette nouvelle organisation, qui lui a été imposée par le secrétariat général.

En effet, elle perd le contact de proximité, alors que ce contact est essentiel dans le cadre d'un service social.

Le CDAS, en soutien aux délégations, a émis le vœu que ces dernières puissent avoir un droit de regard et de suivi des dossiers complexes relatifs aux inscriptions en colonies de vacances.

La CGT appuiera cette revendication dans les instances nationales.

⇒ Alpaf : association pour le logement et les prêts des agents des Finances

28 logements ont été réservés lors de leur construction pour la Loire-Atlantique. En 2013, 44 dossiers ont été traités et 22 ont abouti.

De manière générale, les logements apparaissent chers au regard des possibilités des demandeurs.

Concernant les prêts, la délégation a traité 150 dossiers en 2013. Un projet de dématérialisation des dossiers est en cours, pour une instruction des dossiers à Paris.

Encore une disparition de la proximité de l'action sociale !

⇒ gardes d'enfants

Lors du comité technique ministériel du 8 octobre dernier, il a été annoncé la création progressive d'une prestation pour les 7-12 ans (extension du CESU interministériel).

Pour la CGT, le problème, c'est que cette prestation se fait à budget constant. La priorité doit être donnée aux réservations de places en crèche.

III – bilan du BIL (budget d'initiative locale) 2013

⇒ sorties adultes, enfants

Toutes les actions ont rencontré le succès, hormis :

- la mini-colo de la Toussaint. La délégation s'interroge sur la baisse du nombre de participants (15 cette année, au lieu de 40 en 2012),

- la sortie « actifs » à Clisson, qui a été annulée faute de participants.

Les activités sur 2014 sont actuellement au stade de projets :

6-8 ans : spectacle vivant, 9-10 ans : journée aventure, 11-12 ans : journée découverte, 13-14 ans : sortie à déterminer, en visant la proximité.

Pour les actifs, pourraient être organisés : une sortie à Indian Forest, à Escal Atlantique et à Ballan Miré.

Pour les retraités, il est envisagé un séjour en Norvège (non subventionné), un séjour en Normandie, un séjour à Gérardmer et un voyage à Saint-Malo.

A noter : l'arbre de Noël consomme environ la moitié du budget d'initiative locale.

⇒ **conférences**

La conférence de préparation du départ à la retraite connaît chaque année un franc succès. Les seules personnes invitées seront celles susceptibles de partir dans les deux ans.

Les autres conférences (burn out et mal de dos) ont également largement atteint leur objectif. Quelques agents ont malheureusement été refusés faute de place.

Pour la CGT, le succès rencontré par la conférence sur le burn out est significative de la détresse rencontrée au travail par un nombre croissant d'agents.

⇒ **permanences avocats, psychologue, assistants sociaux, conseillère en économie sociale et familiale**

Les fréquentations sont en hausse pour la psychologue. Encore une conséquence du stress rencontré par les agents ?

Au vu du succès mitigé des permanences de la conseillère en économie sociale et familiale, il est envisagé de réduire la fréquence de ces permanences.

Pour la CGT, avoir des conseils de gestion de son budget, c'est bien. Revaloriser le pouvoir d'achat des agents, c'est mieux. Et c'est même indispensable !

IV – points divers

⇒ **crèches**

Neuf berceaux ont été réservés en Loire-Atlantique. Les coûts de réservation sont de plus en plus élevés pour la délégation. Par ailleurs, un recensement des besoins sera prochainement réalisé.

Il existe également des places réservées par la SRIAS (section régional interministérielle d'action sociale). Voir le lien :

<http://www.pays-de-la-loire.pref.gouv.fr/Action-sociale-interministerielle/Contacts/correspondants-des-prefectures>

⇒ **amitié finances**

La démarche perdure dans le temps. Des colis ont été distribués pour des collègues en congés de longue maladie, affections de longue durée et les retraités isolés.

[Christophe ANDRE](#) – DRFiP – Tel : 02.40.85.68.38 - [Marianne GAUTIER](#) – DRFiP – Tel : 02.51.12.85.53
[Yvic KERGROAC'H](#) DISI – Tel. : 02.51.72.34.83 - [Béatrice CHIRON-SAÏCH](#) - TGE – Tel. : 02.40.16.17.60